



À Melun, le 11 juillet 2024

COMMUNIQUÉ

CSAL DU 11/07/2024

Ce jeudi 11 juillet était convoqué un CSAL, en deuxième convocation, avec à l'ordre du jour, la création de l'antenne SIE à Verdun et du centre de contact des professionnels à Carpentras, le Bilan RH 2023 et un point sur le conventionnement avec les ordonnateurs. L'ensemble de ces points était seulement pour information et non pour vote.

En liminaire l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 a rappelé le contexte dans lequel se déroulait ce CSAL : les résultats des élections législatives sont tombés !

Le Rassemblement National et ses alliés sont écartés du pouvoir, ce qui est une bonne nouvelle. Mais rien n'est réglé, nous sommes en sursis !

Le fait que le Nouveau Front Populaire ait le plus grand nombre de députés est à mettre au crédit de la population et des forces du mouvement social dans toutes leurs composantes. Le président de la République est attendu pour présider autrement et écouter enfin les électeurs et électrices !

Pour autant, la situation parlementaire est inédite ouvrant une période d'instabilité dans laquelle le futur gouvernement se verra empêché d'agir et devra trouver des majorités pour légiférer.

En tant que citoyens et citoyennes nous sommes particulièrement inquiets. En tant qu'agents publics nous le sommes tout autant avec l'attente de visibilité d'un nouveau gouvernement dans cette situation de crise.

Nos alertes demeurent plus que jamais d'actualité. Nous exigeons une DGFIP renforcée, réhumanisée au service de l'intérêt général. Il est impératif que les oubliés et les méprisés soient enfin entendus et respectés.

Il est nécessaire que les revendications des personnels de la DDFiP77, tant en termes d'amélioration des rémunérations que des conditions d'exercice des missions et de travail, soient une réalité.

Cela passe par l'urgence de l'arrêt des suppressions d'emplois, l'arrêt des restructurations, l'arrêt de toutes réformes destructrices de nos emplois et de nos missions et la défense du statut de la Fonction Publique.

Par conséquent, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 a demandé la suspension du dialogue social, jusqu'à la clarification de la situation politique, ce qui nous permettra d'établir les priorités, dans l'intérêt partagé de la DDFiP 77 et de ses personnels.

En parfaite cohérence avec l'agenda ministériel, nous avons demandé également le report du CSAL du 18 juillet sur la semaine en 4 jours, hâtivement initié à la DGFIP et qui dans la période n'a plus lieu d'être. Cette demande a été acceptée par la Directrice.

À l'issue de la lecture de notre déclaration liminaire, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 a quitté la séance.